

# «La semaine de 4 jours ? Tout le monde la critiquait»

10 février 2013 à 21:36



Vincent Peillon, ministre de l'Éducation nationale, à l'école élémentaire Sanquer de Brest, passée aux 4 jours et demi depuis 2009. (photo Dominique LEROUX pour Libération)

## Interview Le sociologue François Dubet revient sur les crispations des profs, en grève demain contre la réforme des rythmes scolaires.

Par VÉRONIQUE SOULÉ

Le ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, traverse sa première épreuve rue de Grenelle. Alors qu'il la croyait consensuelle, sa réforme des rythmes scolaires, qui fait passer la semaine de quatre jours à quatre jours et demi en primaire, se heurte à la résistance des enseignants. S'il échoue à la faire passer, c'est toute la Refondation de l'école - la grande œuvre du quinquennat - qui risque d'être ébranlée. A la veille d'une nouvelle grève des instituteurs, le sociologue François Dubet analyse le blocage enseignant et s'inquiète des difficultés à faire bouger le système.

**Etes-vous surpris par la mobilisation des enseignants ?**

Je ne m'y attendais pas du tout. La semaine de quatre jours *[instaurée par Xavier Darcos en 2008, ndlr]* avait été acceptée comme un cadeau, de façon un peu gênée, par les syndicats. Mais tout le monde, y compris leurs responsables, la critiquait. Il y avait une sorte d'unanimité contre ce «Munich scolaire» dénoncé par l'historien Antoine Prost - en supprimant le samedi, on sacrifiait les enfants aux intérêts des familles - et il semblait y avoir un accord pour revenir aux quatre jours et demi.

Je m'attendais plutôt à des grincements au sein du syndicat majoritaire, le Snuipp-FSU, entre une direction qui se disait favorable au changement de rythmes, et la base où beaucoup appréciaient le cadeau de la semaine de quatre jours. Cette réforme figurait par ailleurs dans le programme électoral de François Hollande. Vincent Peillon en a discuté pendant des mois. Et aujourd'hui on entend crier dans les manifestations *«Peillon démission !»*

### **S'agit-il d'une réaction corporatiste ?**

Evidemment, c'est du corporatisme. Un syndicat est naturellement corporatiste. S'il ne défendait pas sa corporation, il deviendrait un club d'intellectuels... La question est plutôt de savoir si ce corporatisme est capable de prendre en charge les transformations du système. Pendant longtemps, le monde enseignant a été à la fois corporatiste et réformateur : la défense des intérêts de la profession cohabitait avec la volonté de transformer le système. Cette tradition n'existe plus depuis le milieu des années 80, après l'explosion du syndicalisme enseignant voulue par Giscard d'Estaing. On est passé à une logique très défensive. Il y a bien des syndicats réformateurs mais ils sont minoritaires. Désormais, le moindre projet de changement se heurte à des blocages.

### **La réforme pourrait-elle échouer ?**

Le plus inquiétant n'est pas qu'elle soit en difficultés, il est probable qu'elle passe. Mais comme cette réforme, apparemment consensuelle, aura déjà eu tant de mal à passer, le risque est que, avec un enjeu politique aussi important, tout soit gelé ensuite et que les autres mesures de la Refondation de l'école soient vidées de leur sens. Or les enjeux sont considérables - comme faire le lien entre le primaire et le collège ou changer le métier d'enseignant. Et l'on pourra dire alors : «Tout ça pour ça»...

### **Les profs seraient donc conservateurs ?**

La profession a toujours été plutôt idéologiquement progressiste et scolairement conservatrice, en particulier les professeurs du secondaire qui défendent leurs disciplines. Traditionnellement, les instituteurs étaient jusqu'ici plus ouverts car ils s'intéressent davantage à la pédagogie. Dans le secondaire, les grands syndicats se sont toujours opposés à la massification scolaire. Au début des années 30 par exemple, lorsqu'on a ouvert l'accès en sixième, ils ont demandé un examen d'entrée.

### **Au-delà, n'est-ce pas un malaise profond qui s'exprime ?**

Le sentiment d'être mal aimés est très ancien chez les professeurs. Dans les années 60, on entendait déjà *«on est payé comme des flics»*... Cela s'est beaucoup accentué avec Nicolas Sarkozy, et on est arrivé à une vraie crispation. Le drame est que vous ne pouvez pas réformer le système éducatif sans les enseignants.

### **La réforme des rythmes est-elle une bonne réforme ?**

Les opposants cachent leur opposition derrière des arguties : «ça va être nul», «on n'y arrivera pas», «on va confier les élèves à des animateurs socioculturels», etc. Certaines critiques peuvent être fondées. La loi n'est pas parfaite. Mais on ne peut pas reprocher à Vincent Peillon de passer en force. Il a procédé à une vaste consultation. Et tout est négociable. Surtout, chacun sait que six heures de cours par jour, plus une demi-heure pour les élèves en

difficulté, et 144 jours de classe par an, ce n'est pas un bon système scolaire. Les enfants sont écrasés de travail, stressés, etc.

### **Les enseignants ne se sentent plus respectés.**

Le monde enseignant produit l'image d'un métier impossible. Des étudiants en IUFM [*Institut universitaire de formation des maîtres*] m'ont appelé récemment : on ne leur parlait que de la violence des élèves, du décrochage et de parents insupportables. Alors qu'on aurait pu leur parler d'enfants qui veulent apprendre, d'un métier formidable... Il y a une sorte de spirale de la critique et de la négation. Des enseignants de petites écoles sans problème évoquent leur métier comme si c'était dans une banlieue extrêmement dure. Beaucoup, pourtant, aiment ce qu'ils font mais ils le gardent pour eux. C'est l'un des nœuds du problème : il y a une disjonction entre l'expérience personnelle et l'expression collective.

Nous assistons à la fin d'un cycle ouvert avec Jules Ferry, où l'école est une institution identifiée aux intérêts de la nation, à la défense de la culture, à un projet de justice sociale. Cette époque s'achève. Aujourd'hui, les parents attendent de l'école qu'elle donne à leurs enfants des qualifications pour qu'ils s'en sortent dans la vie, et qu'elle s'en occupe de façon individualisée et affective. Cela se manifeste d'une manière tragique par une crise du recrutement. Alors que le chômage s'aggrave, on ne parvient pas à pourvoir tous les postes au Capes [*le principal concours de recrutement du secondaire*]. Or, c'est un métier certes difficile mais qui a des avantages, avec en plus une garantie de l'emploi.

### **Enseigner aujourd'hui est tout de même plus difficile qu'hier ?**

Indiscutablement. On est beaucoup plus exigeant à l'égard des enseignants. Les enfants ne sont plus aussi captifs, ils sont soumis à de multiples stimulations, les parents se mêlent de ce qui, effectivement, les regarde, etc. C'est beaucoup plus difficile d'obtenir la paix dans la classe. Mais au lieu de dire «changeons le métier», on entend plutôt «Je veux enseigner à moins d'enfants, moins longtemps».

### **Le métier aurait perdu de son prestige ?**

Pas tant que cela. Dans les enquêtes, les enseignants restent bien classés, avec les médecins, les ingénieurs... Mais la profession s'est banalisée. Le fait d'exercer un métier exigeant un bac + 5 n'entraîne plus un tel différentiel de prestige. Le prof de physique n'est plus considéré comme un savant, celui de philo, comme un philosophe. Cela peut être vécu comme une forme de mépris.

### **Et si l'Education nationale n'était finalement pas réformable ?**

Un peu partout je rencontre des enseignants formidables qui ne comptent pas leur temps. Ces gens-là sont des héros car ils agissent souvent contre le système. L'Education nationale n'est pas un monde figé, mais sa capacité à se transformer est en question : l'école peut-elle relever d'une politique publique décidée par une majorité démocratiquement élue ? Depuis la fin des années 80, on est dans des blocages et il semble que la réponse est non. Alors que toutes les professions, les fonctionnaires, les salariés du privé, sont touchés par des restrictions, l'Education est le seul ministère où il y a des créations de postes - 60 000, ce qui n'est pas rien. Il sera difficile de justifier demain que l'on a pris les postes mais que l'on a refusé de faire des efforts. Les syndicats courent aujourd'hui un risque majeur d'impopularité.

